



Laura Guérin, médiatrice scolaire pour l'association des PEP Atlantique-Anjou, échange avec une habitante du site des Basses-Landes, au nord de Nantes.

### **INSPIRATIONS**

chaque séance, le même rituel. Sillonner le terrain en évitant les flaques et quelques chiens menaçants. Frapper aux portes. Prendre des nouvelles en signe de ralliement. Direction l'une des baraques du bidonville, qui fait office de salle des fêtes. Autour d'un billard, des canapés, des frigos, une télé. Au mur, des guirlandes et une parure de lit à l'effigie de Jésus. Compter les troupes. Jador, 3 ans, un morceau de pain à la main, sera le premier à la table. Bouboulina le rejoint, emmitouflée dans un peignoir Spiderman. Tous deux malaxent de la pâte à modeler. Jaune, blanche, verte, bleue. Ils créent des escargots, des maisons, des gogosi, ces beignets populaires en Roumanie. Puis vient le temps de chanter et de mimer : « J'ai un gros nez rouge, deux traits sous les yeux... » L'un et l'autre ne sont pas forcément très réceptifs. Mais ils finissent par participer. Et c'est déjà une petite victoire pour ces enfants roms qui ont fréquenté l'école maternelle avant de s'en éloigner. « Ils pleuraient beaucoup, explique Laura Guérin, médiatrice scolaire des Pupilles de l'enseignement public Atlantique-Anjou (PEP 44-49). Et les parents ont beau être convaincus de l'intérêt de les scolariser, la séparation, pour des raisons culturelles, est vécue difficilement. »

La petite
Bouboulina, à
l'atelier éducatif et ludique
« Maternelles »
animé par les
médiatrices
Nora Aliane et
Laura Guérin,
dans les BassesLandes.



a permis l'inscription de 125 élèves. Parmi les 400 enfants âgés de 3 à 16 ans qui ont été dénombrés, 315 sont désormais scolarisés.

### L'écueil du collège

Un travail de longue haleine, qui commence par la sensibilisation des parents, souvent enfermés dans des logiques de survie. «La relation aux parents constitue plus de la moitié de notre travail, explique la médiatrice Laura Guérin. Il faut les rassurer, créer un lien de confiance, leur expliquer le fonctionnement de l'école, en leur faisant visiter l'établissement, lever les freins en débloquant des situations ou en réorientant vers les acteurs de la médiation sociale. » En trois ans. les résidents des Basses-Landes ont connu six terrains différents. Et autant de ruptures dans le parcours des enfants, tantôt privés d'eau et d'électricité, tantôt confrontés à l'éloignement de l'école, et même au refus d'inscription opposé par l'une des municipalités.

L'assiduité demeure un sujet complexe. A l'école Françoise-Dolto - la plus proche, à quinze minutes à pied -, les enfants viennent par vagues. «Un tiers est présent un jour sur deux, un deuxième tiers une fois tous les quinze jours », explique la directrice, Françoise Gillot. Parmi les principaux motifs d'absence : les périodes de travail des parents qui partent trop tôt pour assurer les trajets vers l'école, la peur d'être séparés des enfants, des allers-retours en Roumanie, la boue qui envahit les terrains l'hiver, et surtout le manque de transports dans des zones éloignées de tout... Depuis la Prairie de Mauves, à l'est de Nantes, où les PEP interviennent sur l'un des six bidonvilles, il faut compter quarante minutes à pied pour rejoindre le collège. « On n'a pas de souci avec les élèves logés à proximité en habitat social, mais ceux du bidonville, très enclavé, on les voit très peu», explique Stéphanie Poulain, assistante sociale au collège Sophie-Germain, qui a parcouru elle-même le trajet pour prendre la dimension du problème. « A partir du moment où on ne leur donne pas les moyens de mettre leurs enfants à l'école, il est difficile d'avoir un discours éducatif ferme. »

## PAROLES DE PROS

«Les ateliers de psychomotricité avec les tout-petits permettent de travailler les prérequis aux apprentissages : accepter le cadre collectif et la séparation avec la figure d'attachement, aller vers le jouet et le mouvement... tout en accompagnant la parentalité de manière informelle.»

**Mathilde Giambertone**, médiatrice scolaire

Niché au nord de Nantes. entre un cimetière et une bretelle de périphérique, le site des Basses-Landes fait partie des 15 terrains que suit l'association dans le cadre du programme de résorption des bidonvilles porté par la Dihal (délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement). Sa mission: permettre aux enfants d'aller à l'école, d'y rester et de s'épanouir. Sur le terrain, huit médiateurs et une cheffe de service. Soit l'équipe la plus étoffée du programme. Et ce n'est pas un hasard : le département de Loire-Atlantique compte le plus grand nombre de bidonvilles de l'Hexagone après la Seine-Saint-Denis... Sur ces seuls terrains d'intervention, en 2022-2023, l'équipe de médiateurs

Dans l'ensemble, la majorité des non-inscrits sont des collégiens ou lycéens. «A l'adolescence, les garçons ont envie de faire autre chose, d'aider les adultes à travailler, illustre Laura Soyer, directrice générale adjointe des PEP 44-49. Certaines jeunes filles peuvent avoir envie de fonder une famille, lorsqu'elles ne sont pas en proie à l'emprise de leur belle-famille qui préfère les déscolariser pour s'occuper des enfants. » Et, souvent, les retards pris en raison d'une scolarité erratique deviennent insurmontables. «Même les élèves les plus motivés peuvent se retrouver avec un tel décalage de niveau qu'ils se sentent comme des extraterrestres au sein de la classe et finissent par se décourager », poursuit Stéphanie Poulain.

### **Avant la maternelle**

D'où l'intérêt de scolariser au plus tôt. « C'est un véritable enjeu, insiste Laura Guérin. Ces enfants n'ont pas forcément les codes, peinent à rester assis dans une classe. En maternelle, ils apprennent à respecter les règles du groupe, la maîtrise du français, la tenue du crayon... Tout cela sans pression, parce qu'il n'y a pas l'apprentissage de la lecture. » L'association a même choisi de les accompagner avant l'entrée en maternelle, à travers des groupes parents-enfants ou des ateliers de psychomotricité. Au terrain du Perray, à l'est de Nantes, c'est dans l'église bâtie de bric et de broc que la médiatrice Mathilde Giambertone et la psychomotricienne Anne Le Breton accueillent



La médiatrice scolaire Mathilde Giambertone (à gauche) arrive au terrain du Perray, à l'est de Nantes, pour co-animer un atelier dédié aux tout-petits.



Conseiller « Education et droits de l'enfant » à la Dihal, Jean-Paul Bachelot dresse le bilan et les perspectives du programme de médiation scolaire.

### «Le nombre de médiateurs doublera d'ici à 2027 »

### Comment évolue le programme ?

En 2019, 1430 enfants étaient inscrits à l'école, sans qu'on puisse évaluer leur présence réelle. Aujourd'hui, 3600 enfants sont scolarisés et accompagnés. Le programme a débuté en 2020 avec une vingtaine de médiateurs. Il en compte aujourd'hui plus de 40, déployés sur 15 départements. Et leur nombre doublera d'ici à 2027. Dans le cadre du pacte des solidarités, dès la rentrée prochaine, dix postes seront créés chaque année, avec pour objectif une scolarisation durable de tous les enfants concernés, s'agissant de les accompagner vers l'école mais aussi de les aider à y rester et à réussir. C'est notre plus grand défi aujourd'hui : en raison de la précarité et d'un trop grand retard scolaire, certains décrochent. D'où la nécessité de scolariser les enfants au plus tôt, dès 3 ans.

# Comment s'articule le travail avec l'Education nationale?

Un tel programme mobilise tout un réseau dont font partie les Casnav (1) et les directions académiques. Des initiatives multiples se développent : certaines académies missionnent des référents « élèves en grande précarité », chargés de coordonner l'ensemble des actions de scolarisation en lien avec les associations et les équipes éducatives.

Les médiateurs, quant à eux, interviennent en soutien de l'action de l'Education nationale. Ils entrent dans les établissements et tissent des liens étroits avec les professeurs et les correspondants du Casnav local. Ils peuvent notamment être sollicités lors de journées de formation des enseignants.

# Comment est animée la communauté de médiateurs ?

Trois fois par an, la Dihal convie les médiateurs et coordinateurs à des journées de formation sur les problématiques rencontrées : décrochage scolaire, protection de l'enfance, aller vers, etc. Des temps d'échanges de pratique y sont proposés lors desquels ils peuvent partager leurs expériences. C'est important qu'ils puissent se rencontrer entre pairs, d'autant plus pour ceux qui sont seuls à intervenir sur leur territoire. Ces mêmes médiateurs se réunissent également au sein d'un collectif interassociatif co-animé par Romeurope, Unicef et Education Action.

Propos recueillis par D.P.

(1) Centres académiques pour la scolarisation des enfants allophones nouvellement arrivés et des enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs.

### **INSPIRATIONS**

les enfants âgés de 6 mois à 3 ans. Tout sourire, ils franchissent des tunnels, se lovent dans un hamac que bercent, au son d'une comptine, les deux professionnelles... « En caravane, les enfants n'ont pas d'espace. Ils sont souvent assis. Ce n'est pas favorable au développement psychomoteur, à la musculation et au tonus du dos, explique Anne Le Breton. Avec des exercices d'éveil sensoriel, on travaille la stimulation vestibulaire [qui participe au maintien de l'équilibre, Ndlr]. Mais aussi la séparation d'avec les parents, en utilisant par exemple un ballon qu'on éloigne ou une cabane depuis laquelle ils ne sont plus visibles. »

#### Rencontres au bidonville

Présents sur les terrains, les médiateurs le sont aussi auprès des différents acteurs de l'Education nationale, en particulier les équipes éducatives. Un travail essentiel, selon Françoise Gillot : « Cela permet d'avoir un interprète avec les familles qui ne parlent pas français. Et surtout de maintenir le contact pour que les enfants viennent régulièrement. » Comme d'autres, elle a été invitée à rencontrer les familles chez elles. Un moven à la fois de créer un lien de confiance et, pour les enseignants, de rendre concrète la situation des élèves. « J'ai fait des découvertes sur la précarité, les conditions d'hygiène, la disponibilité que les enfants peuvent avoir alors qu'ils ont toujours le couperet de l'expulsion en tête, poursuit Françoise Gillot. Cette réalité relativise les exigences qu'on peut avoir envers eux. Mais nous partons du principe que plus ils sont scolarisés, mieux ils s'intégreront. Avec l'objectif, à minima, de les amener à lire et parler le français. » Parce que l'intégration ne se limite pas à l'école,



Dans l'« église » du terrain du Perray, Anne Le Breton, psychomotricienne, et Mathilde Giambertone jouent avec les enfants.

l'association multiplie les activités extrascolaires : séjours en centres de vacances, sorties au musée ou au Planétarium, réalisation de podcasts... Ce mercredi, les jeunes filles du Perray avaient rendez-vous pour un atelier de socio-esthétique. Au programme : maquillage, gommage et manucure, pour « prendre soin de soi et des autres ». L'occasion de partager un goûter. d'écouter de la K-pop entre filles, et de se livrer, parfois, sur des réalités crues. « Nos parents ne veulent pas qu'on sorte des terrains, de peur que d'autres communautés nous kidnappent pour nous marier, explique Valentina, 15 ans, qui va toujours à l'école accompagnée de ses camarades roumaines. Ces activités sont des moments de liberté! » Elles sont aussi l'occasion d'évoquer leur scolarité dans un monde parfois hostile. « En 6°, certains nous critiquaient, nous traitaient d'"espèces de Roumains puants", "moches et pauvres". Je ne voulais plus aller en cours, même si mes parents me disaient que c'était bien pour moi. » Les chemins vers l'école sont décidément sinueux et semés d'embuches.

## 3 CONSEILS **DE LAURA**

Médiatrice scolaire des PEP Atlantique Anjou, Laura Guérin livre des clés pour favoriser la scolarisation des enfants vivant en bidonville.

1. Etre à l'écoute du rythme des familles. Il ne sert à rien de forcer la main. L'école est obligatoire, mais la contrainte est complexe à mettre en place. Mieux vaut profiter d'un temps pour créer le lien et sensibiliser à l'école. Aider, par exemple, à obtenir une carte de transports est un moyen efficace de gagner la confiance.

2. Sensibiliser le personnel des écoles. Le parcours scolaire très atypique des enfants peut déstabiliser les enseignants. Or, si l'accueil se passe mal - ce qui arrive -, la confiance gagnée peut se rompre d'un coup. Il est essentiel de bien expliquer les conditions de vie des familles et les freins à la scolarisation.

3. Penser aux activités extrascolaires. Accompagner les enfants sur des activités au sein du quartier favorise leur ouverture et soutient leur scolarité. Ils vont ainsi construire un référentiel similaire à d'autres enfants. Le professionnel peut s'appuyer sur ce qui se passe dans les centres socio-culturels, sur les sorties au cinéma, au musée, etc.